

**Colonel Georges PATRY,**

*médecin de la 1<sup>re</sup> division de l'armée suisse,  
vice-président du Comité international de la Croix-Rouge.*

## **Activité des Sociétés nationales de la Croix-Rouge dans le cadre des Conventions de Genève<sup>1</sup>.**

### **I. INTRODUCTION.**

Le Comité international de la Croix-Rouge a demandé l'adjonction à l'ordre du jour de la Conférence de Rio du point suivant : « *Activité des Sociétés nationales de la Croix-Rouge dans le cadre des Conventions de Genève, la Croix-Rouge comme auxiliaire des Services de santé des armées* ». Le sous-titre limite le titre. S'il s'agissait en effet de l'activité des Sociétés nationales dans le cadre des Conventions de Genève prises dans leur plus grande extension, ce serait tout le programme de cette Conférence et toutes les Conférences passées présentes et futures de la Croix-Rouge qu'il faudrait envisager, car on ne peut concevoir l'activité d'une Société nationale en dehors du cadre des Conventions internationales.

En demandant cette adjonction, le Comité international a eu en vue une occasion d'insister sur une question qui lui tient très à cœur : les relations des Croix-Rouges et des Services de santé militaires. Par définition, la Croix-Rouge est l'auxiliaire des Services de santé des armées. Ce sont ces Services de santé qui ont, en tout premier lieu, le droit de se servir du signe de la croix rouge sur fond blanc. Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge ne sont au bénéfice de ce même privilège que parce qu'elles sont auxiliaires des Services de santé. Lorsqu'une Société nationale de la Croix-Rouge se crée dans un pays — et il y a encore deux ou trois pays au monde qui

---

<sup>1</sup> Rapport présenté à la III<sup>e</sup> Conférence panaméricaine de la Croix-Rouge, tenue à Rio de Janeiro du 15 au 25 septembre 1935 (point 1 *bis* de l'ordre du jour).

## Activité des Sociétés nationales dans le cadre des Conventions de Genève.

n'ont pas de Sociétés de la Croix-Rouge —, son premier acte est de se faire agréer par le Gouvernement de son pays comme auxiliaire du Service de santé militaire. Ce point de départ est naturellement suivi dans ses statuts de dispositions qui précisent les relations établies entre les Services de santé militaires du pays intéressé et la Société nationale de la Croix-Rouge.

Dans une publication qui a vu le jour il y a un an, le *Recueil de textes relatifs à l'application de la Convention de Genève*, le Comité international a réuni tous les textes législatifs et les extraits de statuts ayant trait à ces relations. Les Sociétés de la Croix-Rouge du continent américain ont toutes dans leurs statuts des clauses qui précisent les conditions dans lesquelles ces relations sont établies entre les ministères compétents : Services de santé des armées de terre, de mer et de l'air, et la Société nationale de la Croix-Rouge.

Mais ces relations ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre.

En Argentine, par exemple, les chefs des Services de santé de l'armée et de la marine et le président du Département national de l'hygiène sont membres de droit du Conseil de direction de la Croix-Rouge.

Au Brésil les relations entre les ministères de la guerre, de la marine et la Croix-Rouge sont réglées par une Commission mixte composée d'un civil délégué par la Société et agréé par les ministres et de deux médecins militaires désignés par les ministres. Ces trois commissaires étudient toutes les questions se rapportant au fonctionnement de la Société et sa préparation au service de guerre, et donnent avis sur toutes questions d'ordre général et scientifique concernant le rôle de la Société dans cette éventualité. La Croix-Rouge brésilienne ne compte pas, dans ses statuts, moins de 27 articles relatifs à ses fonctions en temps de guerre et à sa préparation pour le service de guerre.

## Colonel Georges Patry.

Chaque Gouvernement, chaque Société nationale restent libres de régler leurs rapports comme ils l'entendent. Il suffit que les Conventions internationales soient respectées dans leur lettre et dans leur esprit.

Au point de vue juridique, les Sociétés nationales du continent américain observent donc strictement les normes fixées par les Conventions. Reste à voir dans la pratique s'il n'y a pas des enseignements à tirer des événements récents. On ne saurait nier en tous cas que l'organisation des services du temps de guerre nécessite une étude préalable et une préparation minutieuse dès le temps de paix. Le Comité international de la Croix-Rouge est à la disposition des Sociétés nationales pour les aider dans cette étude.

### II. TACHES DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE.

Comme auxiliaires des Services de santé militaires, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge peuvent et doivent aider les Services de santé militaires — ou les remplacer le cas échéant — en leur fournissant le personnel, le matériel, les hôpitaux.

#### *Le personnel.*

Le personnel comprend les médecins, les infirmiers, les infirmières et les auxiliaires volontaires.

*Médecins.* — Les Sociétés nationales de Croix-Rouge n'ont en général pas de peine à s'assurer le concours de médecins, la plupart de ceux-ci portent un grand intérêt à leur activité et mettent tout leur dévouement à disposition.

Parmi les médecins membres de la Croix-Rouge, les uns seraient automatiquement absorbés par les Services de santé militaires comme incorporés ou mobilisables, les autres sont libres de toute obligation militaire, soit

## **Activité des Sociétés nationales dans le cadre des Conventions de Genève.**

qu'ils n'aient pas été incorporés ou aient dépassé l'âge de servir, soit que, par raison de santé, ils aient été dispensés du service militaire. Nous devons considérer qu'en cas de conflit un certain nombre de ces derniers seraient récupérés par l'armée. On peut cependant admettre qu'il resterait à disposition de la Croix-Rouge un nombre important de médecins qui, s'ils sont déjà âgés ou de constitution trop faible pour supporter les fatigues d'une campagne, sont capables de fournir un travail utile dans les formations de l'arrière, en particulier dans les hôpitaux.

Il y a avantage à désigner à l'avance les emplois et les tâches des divers médecins sur lesquels la Croix-Rouge pourrait compter. Pour cette désignation il est indispensable de tenir compte des capacités et des spécialisations personnelles. Ce principe est tellement évident qu'il semble ridicule de l'énoncer; nous savons cependant qu'il est nécessaire de le rappeler.

Ainsi chaque médecin enrôlé à la Croix-Rouge devrait déjà en temps de paix savoir où il devra se rendre et quelle sera sa tâche. Il pourra ainsi se préparer, prendre contact avec ses collaborateurs, surveiller et stimuler l'instruction technique des infirmiers et infirmières qui sont désignés pour lui aider.

Une organisation bien préparée est nécessaire à la bonne marche d'un service, mais elle a encore un avantage psychologique. Il est certain qu'un médecin qui sait ce qu'il aurait peut-être à faire, se sentira responsable de la tâche qui lui est confiée, s'y intéressera et se préparera à la remplir le mieux possible.

Quant à la seconde catégorie de médecins, ceux qui font partie du Service de santé de l'armée ou en feraient partie en cas de conflit, leur rôle est aussi très important dans l'activité de la Croix-Rouge. Ils seront utilement employés à tous les travaux préparatoires. Leur éducation militaire les désigne particulièrement à l'organisation

## Colonel Georges Patry.

des services volontaires et à l'instruction du personnel infirmier et infirmière. Mieux que d'autres en général, ils savent de quelle façon doivent être traités les blessés et malades militaires dont ils comprennent la mentalité particulière. Mieux que d'autres, ils sauront inculquer au personnel une discipline souvent difficile à obtenir dans les formations de l'arrière et pourtant indispensable.

Ainsi, en temps de paix, tous les médecins sont utiles à la Croix-Rouge, chacun doit être préparé à remplir une tâche déterminée au cas où la nation entrerait en guerre. Nous insistons encore une fois pour que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge se donnent la peine de préparer à l'avance l'organisation de leurs services et que chacun sache ce qu'il aura à faire.

*Infirmiers.* — Le personnel masculin dont les Sociétés nationales pourront faire état comme infirmiers en temps de guerre se bornera dans la plupart des cas aux mobilisés des services auxiliaires que l'armée mettra à la disposition de la Croix-Rouge. Il ne faut pas méconnaître cependant le rôle très important que peuvent être appelés à remplir les samaritains ou les *camilleros* que les Sociétés nationales auront formés et que l'armée ne réclamerait pas pour elle-même.

Certains Etats accordent des subsides aux écoles d'infirmières et aux cours d'infirmiers dirigés ou reconnus par les Croix-Rouges, avec la condition que ces infirmiers et infirmières s'engagent à répondre aux ordres de mobilisation qui pourraient leur être adressés par le Service de santé dépendant de ces gouvernements. Ces gouvernements exercent alors par l'intermédiaire de leur Service de santé un contrôle sur l'instruction des infirmiers et infirmières dont ils pourraient avoir besoin. C'est ce système qui a été adopté en Suisse et nous pouvons dire en connaissance de cause qu'il donne satisfaction aux deux parties : écoles d'infirmières et Service de santé.

## Activité des Sociétés nationales dans le cadre des Conventions de Genève.

*Infirmières.* — Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge se doivent de n'employer que les meilleures infirmières du pays. Elles doivent élever constamment et progressivement le niveau du nursing, en développant l'instruction professionnelle et les qualités morales de leurs infirmières. Elles doivent tendre à une formation professionnelle complète, dont le programme d'études doit s'inspirer de celui proposé par le Conseil international des infirmières, complété de quelques cours. (Voir à ce sujet le rapport présenté à la Conférence internationale de la Croix-Rouge, à Tokio, document n° 18<sup>1</sup>.) La formation n'est pas tout, il faut qu'on puisse également compter sur le dévouement, les qualités morales et la discipline.

*Auxiliaires volontaires.* — Ce qui caractérise les auxiliaires-volontaires, *Voluntary Aid Detachments (V.A.D.)*, c'est qu'elles ne sont pas professionnelles et ne sont que des aides temporaires. Le rapport de Tokio précité définit leur formation théorique. Quant à la pratique, rien ne vaut les stages surveillés dans des établissements hospitaliers et des exercices pratiques par équipes de Croix-Rouge. Les auxiliaires volontaires rendent de précieux services non seulement auprès des blessés et des malades, mais aussi dans les bureaux, vestiaires, offices, laboratoires, etc.

Pour faire une bonne auxiliaire-volontaire, il faut avant tout une bonne santé, du dévouement — et comme pour les infirmières — des qualités morales et de la discipline.

Pour qu'une mobilisation rapide du personnel sanitaire puisse se faire en temps de guerre, il importe que le Comité central et les comités régionaux aient un contrôle exact et constamment tenu à jour de tout le personnel disponible. La question de l'enrôlement et de l'enregistrement du personnel sanitaire a été étudiée dans un rapport

---

<sup>1</sup> *Bulletin international*, octobre 1934, p. 844.

## Colonel Georges Patry.

publié en mai 1932 dans la Revue et Bulletin d'information de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, sous le titre : *Enrôlement des infirmières et des auxiliaires-volontaires de la Croix-Rouge* (M<sup>lle</sup> Lucie Odier, membre du Comité international de la Croix-Rouge).

### *Le matériel.*

Le matériel est un élément très important de la préparation des Croix-Rouges. On peut diviser ce matériel en 7 catégories :

- A. Moyens de transport, trains, bateaux, avions, autos, charrettes, brancards.
- B. Immeubles et meubles, literie, ustensiles de cuisine, etc.
- C. Instruments de chirurgie.
- D. Matériel de pansement et de stérilisation.
- E. Sérums, vaccins, désinfectants, remèdes.
- F. Laboratoires d'analyses.
- G. Rayons X.

Les moyens de transport doivent retenir tout particulièrement l'attention des Sociétés nationales. Si nombre d'entre elles, telles que les Croix-Rouges de Costa-Rica et de Guatémala possèdent des automobiles-ambulances, c'est naturellement en nombre trop restreint pour que ce matériel joue un rôle en temps de crise. Ce qu'il faut prévoir, c'est l'improvisation, l'utilisation des véhicules de réquisition, l'adaptation des trains, des bateaux, des autos, des avions, des charrettes. Les avions sanitaires boliviens, les bateaux-hôpitaux paraguayens sont des exemples typiques de cette adaptation. Depuis bientôt 10 ans, la Commission internationale de standardisation du matériel sanitaire à Genève étudie minutieusement toutes ces questions, et les collections de l'Institut de matériel sanitaire qu'elle a réunies, les concours qu'elle organise périodiquement, permettent de faire d'utiles comparaisons entre les appareils des divers pays.

## Activité des Sociétés nationales dans le cadre des Conventions de Genève.

C'est ce qu'a compris parfaitement, en particulier, la mission brésilienne d'études qui est venue en Europe l'année passée. Le Comité international, qui a eu le privilège de recevoir le lieutenant-colonel Dr Carlos Eugenio Guimaraes et le commandant Dr Florencio de Abreu de Pereira, a été heureux de leur faire les honneurs des collections de l'Institut.

Un des problèmes les plus difficiles à résoudre en fait de matériel est celui de l'approvisionnement en pansements, instruments de chirurgie, sérums, vaccins, désinfectants, remèdes, appareils sanitaires. Bien des produits sont périssables et ne peuvent être stockés. Aussi faut-il applaudir la Croix-Rouge chilienne qui, au début de la présente année, envoyait un choix très judicieux de matériel sanitaire aux Croix-Rouges de la Bolivie et du Paraguay avec le produit d'un appel adressé aux Sociétés sœurs de l'Amérique latine.

### *Les hôpitaux.*

Il n'est guère de Société nationale de la Croix-Rouge qui n'ait son hôpital modèle, le plus souvent au siège de son Comité central, avec dispensaire, école d'infirmières, etc. Il n'y a donc pas lieu d'insister sur ce fait. Mais ce qu'il importe, c'est de ne pas perdre de vue qu'en temps de crise, il faut multiplier par 10 ou par 100 ce que l'on a conçu en temps de paix à titre d'unité. Dans certains cas, l'organisation d'un hôpital rapidement installé sous baraquements ou tentes peut rendre de très grands services. Le Comité international de la Croix-Rouge tient à rendre témoignage de son admiration pour la Croix-Rouge colombienne, qui, il y a trois ans, alors que les événements semblaient devoir entraîner la Colombie dans un conflit armé, a su réunir des sommes importantes et collaborer à l'établissement d'hôpitaux à proximité de la frontière et mettre en chantier des embarcations qui devaient permettre de desservir les hôpitaux



## Colonel Georges Patry.

par voie fluviale. Après que tout danger de guerre eut été écarté, les hôpitaux et embarcations construits par la Croix-Rouge furent remis au Service de santé de l'armée. En outre, avec les fonds recueillis, il a été décidé de construire à Florencia un hôpital civil et militaire, qui sera administré par la Croix-Rouge.

### III. TÂCHES ANNEXES.

Le Comité international a été surpris de voir que la question des prisonniers de guerre n'avait pas retenu suffisamment l'attention des Sociétés nationales de la Croix-Rouge dans le conflit du Chaco. C'est une organisation tout à fait distincte de la Croix-Rouge, celle du *Rotary Club*, qui s'est occupée des soins aux prisonniers, des transmissions de vêtements, de vivres et d'argent et, dans une mesure plus limitée, des visites de camps. Le Comité international est heureux de rendre hommage aux services inestimables rendus par l'institution du *Rotary Club* dans la circonstance.

Il comprend, d'autre part, que les Sociétés nationales de la Croix-Rouge des pays précités aient eu des charges tellement écrasantes pour seconder leurs Services de santé militaire dans leur premier devoir : le soin aux soldats blessés, qu'il est bien compréhensible qu'elles aient laissé à d'autres dévouements le soin de compléter leur œuvre. Il n'en reste pas moins que la question des prisonniers de guerre, l'échange des blessés et malades, la libération du personnel sanitaire capturé devraient être inscrits parmi les devoirs des Sociétés nationales de la Croix-Rouge en cas de conflit. Si la question des prisonniers de guerre a fait un pas de géant depuis le dernier conflit mondial grâce à celle des deux Conventions de juillet 1929 qu'on a appelée « le Code des prisonniers de guerre », qu'il soit permis de rappeler ici que l'idée de faire du secours aux prisonniers de guerre

## Activité des Sociétés nationales dans le cadre des Conventions de Genève.

un des devoirs de la Croix-Rouge a été définie sur le continent américain, à la IX<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge, à Washington, en 1912.

Il n'y a pas que les prisonniers militaires, il y a les civils sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, et le Comité international, qui a voué un soin tout particulier à cette question, est heureux de pouvoir annoncer que le Gouvernement suisse envisage, dans un délai très rapproché, la réunion d'une conférence diplomatique pour l'établissement d'une troisième convention, qui complètera les deux Conventions de 1929 et règlera le sort des civils sur territoire occupé par l'ennemi.

### *Création d'une Agence de renseignements.*

La Croix-Rouge devrait pourvoir à la création d'une agence de ce genre dans la mesure où le ministère compétent lui demanderait de s'en charger, ou même en prendre l'initiative avec l'agrément des autorités. Le Comité international reste prêt à faire part de ses expériences dans ce domaine aux Sociétés nationales qui lui en feraient la demande.

## IV. TÂCHES SOCIALES.

Enfin la période de guerre, l'après-guerre, créent toutes sortes de devoirs auprès des familles des combattants et, après la démobilisation, auprès des mutilés et des infirmes.

La Croix-Rouge doit s'acquitter de différents devoirs sociaux à l'égard des mobilisés et de leur famille, ou veiller à ce que cette œuvre utile soit accomplie.

Durant les hostilités, elle doit pourvoir à l'aide des soldats nécessiteux en leur procurant les sous-vêtements nécessaires que l'armée ne fournit pas. Souvent aussi une famille se trouve dans la détresse du fait que son chef et son seul soutien est parti pour l'armée, il faut s'en occuper.

## Colonel Georges Patry.

Après les hostilités, il reste encore une œuvre importante à accomplir vis-à-vis des grands blessés ou des malades de guerre dont l'infirmité totale ou partielle entraîne une incapacité de travail plus ou moins grande. Les mutilés, les aveugles, les déments, les tuberculeux, les anciens soldats atteints de maladies incurables diverses contractées sur le front ont droit à toute la sollicitude de la Croix-Rouge. Les uns devront être placés dans des hôpitaux ou dans des asiles, d'autres pourront rester en famille ou en pension, mais sous surveillance. D'autres encore devront être fortifiés ou rééduqués, réadaptés, pour les mettre à même de reprendre une vie plus ou moins normale et de pouvoir en tout ou partie subvenir à leurs besoins.

Nos collègues du Canada et des Etats-Unis pourraient nous fournir des renseignements sur cette activité sociale de la Croix-Rouge. Il existe précisément au Canada un asile d'aliénés pour anciens combattants, des homes de convalescence, des visites à domicile. En outre, des soirées récréatives y sont organisées. Aux Etats-Unis, il existe nombre d'établissements hospitaliers qui sont utilisés conjointement pour les anciens blessés de guerre et pour les soldats de l'armée active. Nous savons que cette activité est très développée dans ces pays et, si nous n'avons pas invoqué plus tôt leur témoignage, c'était uniquement pour ne pas multiplier nos citations de deux Sociétés nationales qui donnent partout et toujours le meilleur exemple.